



Association *Sauvons les Yvelines*  
**contact@sauvonslesyvelines.com**

npa.78.yvelines.over-blog.org  
contact : npa\_78@yahoo.fr

Le 7 mars 2010

Madame, Monsieur,

Vous avez interpellé les candidats aux élections régionales sur différentes questions. Vous trouverez nos réponses dans cette lettre.

1. Des études communiquées récemment aux associations et aux communes par la Direction des routes du département des Yvelines montrent que le projet de nouvelle liaison entre les OIN de Mantes et de Saint Quentin (ex Voie Nouvelle de la Vallée de la Mauldre, ex A 88), loin de résoudre les problèmes locaux de circulation, créerait de nouvelles difficultés au niveau du réseau secondaire ainsi que de la RN 12.

- Quelle est la position de votre liste sur cette nouvelle liaison routière ?

***Nous n'y sommes pas favorables et soutenons le combat contre ce projet***

***Nous sommes contre le tout-routier à tort et à travers et plus pour le développement du ferroutage et, en tout cas, pour la prise en compte de l'avis des populations concernées***

2. Si on a beaucoup parlé de la circulation routière potentielle entre les deux OIN des Yvelines, l'amélioration des liaisons ferroviaires entre Mantes et Versailles, Mantes et Saint-Quentin, Versailles et Massy n'a pas été évoquée.

- Quelle priorité accordez-vous à l'amélioration de ces liaisons ferrées périphériques ?

***C'est nécessaire depuis des années et la situation devient même très problématique, car cela participe de la galère des transports en IDF, vécue par des milliers de personnes à bout. Il faut, pour désenclaver de nombreuses zones rurales ou de banlieues, améliorer ces liaisons ( matériel, nombre et qualité des trains , horaires ..) avec des propositions discutées et élaborées en lien avec les usagers et les salariés concernés,***

3. Dans de nombreux villages il est encore trop souvent nécessaire d'utiliser sa voiture pour se rendre à son travail, ou même simplement à une gare ou atteindre un commerce.

- Que compte faire votre liste pour encourager et développer les transports en commun de proximité entre les villages, les gares et les commerces?...
- ... pour améliorer les dessertes ferroviaires, tant aux heures de pointe qu'aux heures creuses, des villes et villages situés sur les lignes Versailles-Dreux et Versailles-Mantes ?
- D'une manière générale, qu'est-il proposé pour les transports alternatifs à l'automobile ?

***Ces problèmes sont liés.***

***Aujourd'hui c'est la logique des marchés, de la privatisation et de la rentabilité financière qui est aux postes de commande pour définir présent et avenir des transports. Pour l'ordre social dominant, les limitations de l'usage de la voiture individuelle, rendues nécessaires et probables par la crise écologique, se font à coups de péages et de taxes. Ces restrictions fondées sur l'argent aggravent encore plus la ségrégation sociale de l'espace et de l'usage des moyens de transport. Aux riches des centres urbains, la mise à disposition de véhicules électriques rares et chers, aux manants des banlieues et des campagnes les autoroutes embouteillées et des transports collectifs dégradés.***

***L'espace tel qu'il a été aujourd'hui organisé s'inscrit dans le « dur » des conditions de vie pour une longue période, avec de longs, coûteux et stressants déplacements pour aller travailler ou se distraire. Cela impose la mise en place de véritables moyens de transport collectifs et semi-collectifs, à définir et à contrôler par la population elle même. Ce sera cette priorité effective aux transports collectifs qui permettra un dépérissement de l'usage de la voiture. Et ces moyens de transport à inventer et à industrialiser, il faudra***

*bien les produire. Partir des besoins sociaux, c'est cela qui fonde une production « utile » fonctionnant à l'endroit et non à l'envers, comme ceux qui produisent et exploitent avec comme seuls indicateurs la performance et le profit.*

*Ce qui nécessite une reconversion des industries liées à l'automobile, en concertation et sous le contrôle des salariés et des populations concernées...*

*Nous sommes bien sûr partisans de la relocalisation, de la proximité travail/domicile/loisirs (questions aussi liées au coût exorbitant des logements proches des centres villes). Mais dans l'immédiat, nous préconisons le développement, la modernisation, l'entretien, et la gratuité des transports collectifs, que ce soit des cars, des bus, (même mini) des trams, des trains, avec des horaires et des lignes supplémentaires adaptés aux besoins (ce qui permet aussi la création d'emplois!), et en écoutant les associations d'usagers et le personnel des transports ...*

*C'est la seule mesure efficacement écologique et juste socialement qui puisse limiter l'usage des véhicules personnels.*

*Nous préconisons aussi la prise en charge du paiement à 100% du transport des salariés par les entreprises, et un fonds d'aide public à celles qui ne peuvent l'assumer mais avec contrôle des salariés et usagers à ce niveau, le reste étant financé à la fois par la région et l'état ( 1,5 milliard comparé aux 30 milliards du Grand Paris ... ) : une mesure sociale et écologique, radicale mais réaliste (déjà mise en place dans des villes en France) qui permet de réduire les inégalités et la pollution , un choix politique audacieux !*

*Il faut développer les circulations douces (chemins, pistes cyclables, et parcs de vélos en service public). C'est pourquoi nous nous opposons à tout projet d'OIN et de Grand Paris dont le seul bénéfice ira aux multinationales et contraires aux intérêts de la population.*

*L'argent public doit aller en priorité à ces mesures à la fois sociales et écologiques, mises en place dans le cadre de services publics.*

4. Le « triangle vert » entre Mantes, Versailles et Rambouillet est une richesse agricole aujourd'hui menacée.

- Quelles dispositions votre liste propose-t-elle pour protéger ce « triangle vert » ?
- Comment compte-t-elle y encourager l'agriculture durable, de qualité et axée vers un marché local ou régional ?
- Pensez-vous pouvoir raccourcir les circuits de distribution ? Comment ?

*Nous soutiendrons toute action visant à ces objectifs : développement d'une agriculture maraîchère respectueuse de l'environnement et de la santé des consommateurs à caractère biologique, source d'emplois, assortie de formations, temps de latence pour reprise en bio, pour le développement d'une agriculture alternative : intervention de l'Etat par des primes à l'installation en échange d'une réorientation vers les cultures vivrières , l'élevage et la distribution vers les circuits de proximité et par des circuits courts, donc les circuits type Amap, ou coopératives agricoles autogérées, les magasins comme les biocoop, jardins ouvriers ou associatifs, sont des exemples précurseurs... Les collectivités territoriales doivent être des relais pour promouvoir la vente directe, les lieux de travail pourraient être aussi des lieux de livraison et permettre au plus grand nombre l'accès aux produits de qualité.*

*De plus la protection de cette zone, un peu le poumon de la région parisienne, est un bouclier minimal au développement inquiétant des pollutions industrielles et routières, qui menacent la santé publique.*

*C'est pourquoi nous avons combattu avec d'autres, l'aberrant projet de circuit F1 qui sacrifiait des terres agricoles, menaçait la nappe phréatique, apportait de graves nuisances et très peu d'emplois*

*C'est pourquoi nous nous opposons au tout routier, au projets type OIN, et Grand Paris et son grand 8, sources de pollution, sacrifiant encore des terres agricoles pour du tout foncier (même pas au bénéfice de logements sociaux) ou encore des zones commerciales gigantesques, multipliées à l'envi, inutiles et tuant les commerces de proximité !*

*En ce sens l'implication des consom'acteurs, des citoyens, des habitants est déterminante.*

*Et nous souhaitons que des référendums d'initiative populaire soient mis en place concernant ces projets.*

5. Sur le territoire du « triangle vert » entre Versailles, Mantes et Rambouillet mentionné ci-dessus, votre liste propose-t-elle

- des actions pour protéger, ou mieux restaurer, la continuité du réseau aquifère : ruisseaux, mares, rivières et espaces humides, tous éléments nécessaires au maintien de la biodiversité ?
- des actions pour protéger ou mieux restaurer, la « trame verte » : haies, bosquets etc. également nécessaires à cette biodiversité ?

- des actions pour rétablir la continuité écologique du territoire, coupé de voies express et de voies ferrées ?
- des actions pour protéger les paysages (Plaine de Jouars, par exemple) ?

***Notre parti n'ayant qu'une année d'existence, nous n'avons pas encore de propositions précises pour ces élections régionales concernant ces domaines mais nous sommes écologistes et soutiendrons bien évidemment les actions et associations qui vont dans le sens de la préservation du réseau aquifère, pour la biodiversité, la trame verte, les paysages...***

6. Le Conseil Régional sortant a élaboré à l'issue d'une large concertation un schéma directeur. Celui-ci n'a pas été validé par l'Etat.

- Que compte faire votre liste pour que la Région Ile de France puisse disposer rapidement de son nécessaire schéma directeur ?

***Ce projet de SDRIF s'inscrit dans un cadre de pensée semblable à celui de la droite (Grand Paris) que nous rejetons, soit : tenir le rang dans la concurrence de la mondialisation, développer des pôles d'excellence. Il comporte certes en plus un volet social (notamment imprécis sur le logement social) et écologique, qui ne masquera pas que l'efficacité économique prendra, au moment de prendre des décisions, naturellement le pas sur la justice sociale... Dossier donc à revoir***

7. Par délibération du 27 novembre 2009 le Conseil Régional a exclu du périmètre d'étude du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse 6 communes des Yvelines et 8 communes de l'Essonne.

- Votre liste est-elle favorable à l'élargissement du PNR à ces communes à moyen terme (environ 6 ans)?
- Qu'envisage-t-elle pour faciliter dans l'immédiat un contrat d'association entre ces communes et le Parc ?

***Franchement, nous n'avons pas étudié la question mais sommes prêts à écouter les propositions des associations et communes concernées sur ce sujet ...***

8. A propos de l'énergie, notamment électrique :

- Votre liste prévoit-elle d'encourager les économies d'énergie dans l'habitat rural? Par quels moyens ?
- Comment votre liste prévoit-elle d'encourager les économies d'énergie dans l'industrie en Région Île de France?
- Estimez-vous nécessaire la construction de nouveaux sites de production électrique en Région Île de France ? Si oui, de quel type ? Faudra-t-il agrandir certains sites existants ?
- La distribution électrique (transformateurs, lignes électriques) est également destructrice de terres agricoles et de paysages, sans parler des questions de santé. Quelles mesures de protection sont possibles ?

***Nous sommes pour des services publics régionaux gérés démocratiquement par les travailleurs et les usagers, de l'énergie et donc de l'électricité, mais il est urgent de sortir du nucléaire et d'abandonner les énergies fossiles, dangereuses pour l'humanité et l'environnement.***

***Il faut développer l'isolation, la rénovation de tous les bâtiments et la construction de nouveaux logements sociaux et écologiques (toitures végétalisées, balcons vitrés, ventilations hydro-réglables, doubles vitrages, isolants extérieurs écologiques, récupérateurs d'eau de pluie, chauffages centraux thermiques, économiseurs d'eau etc.)***

***Il faut mettre en place une production d'énergie décentralisée utilisant les énergies renouvelables localement disponibles: cogénération( production simultanée électricité et chaleur), éoliennes urbaines et petites, énergie géothermique, hydraulique, intégration panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, maisons passives...***

9. La Région Île de France manque de logements disponibles, proches des emplois, et financièrement accessibles au plus grand nombre.

- Que prévoit votre liste pour que les logements vacants puissent être occupés ?
- Comment stopper l'artificialisation des terres ?
- Comment faire pour que l'effort de construction ne se fasse pas en fonction des intérêts particuliers, mais à proximité des emplois ?

- ...Et que ce même effort ne se fasse pas en priorité à destination de ceux qui ont la possibilité d'y mettre le prix le plus élevé

*L'application de la loi de réquisition doit être effective, renforcer les aides pour éviter les expulsions, et harmoniser le fonds de solidarité pour le logement au niveau régional.*

*Nous sommes pour la mise en place d'un plan de construction massive de logements sociaux, avec des efforts d'aide à la construction pour les logements étudiants et jeunes travailleurs, des foyers et des résidences sociales, des logements sociaux en priorité type PLA-1 (pour ménages aux ressources modestes) et non PLI et PLS (revenus plus élevés)*

*Fédérer un maximum les organismes de gestion et de construction de logements sociaux permettrait d'harmoniser les pratiques et éviterait la multiplication et l'émiettement, sources d'inefficacité.*

*La région ne doit pas fournir d'aides personnelles et individualisées (défiscalisation, aides à l'accès à la propriété, prêts à taux zéro) mais privilégier : les aides à la pierre à la construction publique, des aides sociales générales directes pour tous pour fournir un maximum de logements bon marché, (moins de 20% du revenu des ménages) accessibles à tous*

*Privilégier la réhabilitation plutôt que les démolitions systématiques et de toute façon avec la consultation démocratique et la participation active des habitants au projet de « rénovation »*

*Pour les terres : cesser de subventionner les entreprises de l'agro-alimentaire en réservant les aides régionales aux petits producteurs et en les conditionnant au respect de critères écologiques, en se dotant d'une politique afin de contrecarrer la spéculation foncière et contrer les effets de l'agriculture productiviste qui pollue et épuise les sols comme les ressources hydriques.*

10. Votre liste prévoit-elle d'encourager les services de proximité ? Les activités à débouchés locaux ?  
Comment ?

*Oui, bien évidemment. Notamment tous les services publics qui sont délaissés et en voie de privatisation et qu'il faut au contraire développer : poste, école, transports, santé, énergie, emploi, formation, services à la petite enfance ou aux personnes âgées, services de prestations sociales ou culturels...*

*C'est une question de choix et volonté politiques et de répartition des richesses.*

*La mobilisation citoyenne et des salariés est un point d'appui essentiel pour cela.*

*Cordiales salutations*

*NPA-Yvelines*